



Rapport économique 2023

France

16 août 2023

Ref: 512.0-PARMA/SST
Ch@WORLD A754

Executive Summary

Après un fort rebond économique au sortir de la pandémie de Covid-19 (+6.8% en 2021), l'économie française a connu en 2022 une **croissance** plus modérée (+2.6%). Pour 2023, la Banque de France table sur une faible progression du PIB, de 0,7%. Le taux de **chômage** n'a jamais été aussi bas ces 40 dernières années en France: il était de 7.3% en 2022. De nombreux secteurs font face à une pénurie de main d'œuvre. L'**inflation** reste forte en revanche: dopée par la hausse des prix de l'énergie, elle a atteint 5.9% en 2022 et devrait rester élevée, à 5,6%, en 2023.

Autre sujet de préoccupation des autorités dans le contexte de la remontée des taux d'intérêt, la **dette** de l'Etat a franchi le cap des 3'000 Mrds EUR au premier trimestre 2023, soit l'équivalent de 112.5% du PIB. Les débats de la rentrée sur le **budget 2024** s'annoncent ardues: le gouvernement entend poursuivre ses efforts d'économies tout en prévoyant d'importants investissements dans la transition écologique du pays. Le relèvement à 64 ans de l'âge de départ à la retraite des Français, passé en force au Parlement, doit permettre de contribuer au rééquilibrage des comptes publics à moyen et long terme.

Pour les entreprises suisses, la France représente un des principaux marchés d'exportation ainsi qu'une destination privilégiée pour l'implantation de filiales. Avec des échanges d'une valeur totale de 36.2 Mrds CHF en 2022, **la France est le 5^{ème} partenaire commercial de la Suisse**, derrière l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Italie et la Chine, avec une part au commerce extérieur suisse de 7.1%. L'intensité des relations est encore plus impressionnante s'agissant des investissements croisés, puisque **la Suisse figure au 3^e rang des investisseurs étrangers en France**, avec un stock de 107.2 Mrds EUR, derrière les Etats-Unis (139.8) et l'Allemagne (107.3). A l'inverse, **la France est le 4^e investisseur étranger en Suisse**, avec un stock de 48.2 Mrds CHF, soit 5% des investissements directs étrangers.

Avec **210'000 Suisses résidant en France**, celle-ci compte la plus forte communauté de Suisses à l'étranger, alors que **185'000 Français vivent en Suisse**. A noter enfin les plus de **220'000 frontaliers français** qui viennent y travailler tous les jours, un nombre en progression constante.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES, OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	7
3.1	Politique et priorités du pays hôte	7
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	7
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	8
4.1	Evolution et perspectives générales	8
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	8
4.1.2	<i>Commerce de services</i>	8
4.2	Commerce bilatéral	8
4.2.1	<i>Commerce de marchandises</i>	9
4.2.2	<i>Commerce de services</i>	9
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	9
5.1	Evolution et perspectives générales	9
5.2	Investissements bilatéraux	9
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	10
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	10
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	11
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie	12
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	13
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	14
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	15
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	16

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Politique et priorités économiques du gouvernement

2022 a été marquée par une **croissance** soutenue en France, le PIB enregistrant une progression de 2,6%¹, toujours sur fond de rattrapage post-Covid, après le fort rebond enregistré en 2021 (+6.8%). Cette croissance connaît cependant un net ralentissement depuis lors: pour 2023, la Banque de France table sur une hausse du PIB d'à peine 0,7%. Repli de la demande intérieure, baisse des investissements des entreprises, mesures d'économies dans les administrations: divers facteurs freinent l'activité économique du pays.

C'est surtout l'**inflation** qui fait figure de défi majeur: en atteignant 5.9% sur l'ensemble de 2022, elle a fortement pesé sur les entreprises et les ménages. Induite principalement par la hausse des prix de l'énergie en lien avec la guerre en Ukraine, l'inflation devrait se maintenir à un niveau élevé en 2023. La Banque de France pronostique un taux de 5.6% pour cette année.

Le gouvernement peut en revanche se réjouir d'un taux de **chômage** qui n'a jamais été aussi bas en 40 ans. A fin 2022, le taux de chômage se situait à 7.3% et rien ne laisse présager une détérioration pour 2023. La pénurie de main-d'œuvre touche de nombreuses branches: l'industrie, l'hôtellerie-restauration, l'agriculture.

Cette situation a incité le gouvernement à aller de l'avant avec des **réformes** de l'assurance-chômage et des retraites, en décidant d'un report de l'âge de départ à la retraite de 62 à 64 ans d'ici à 2030. Très impopulaire, cette mesure a provoqué d'importantes grèves et manifestations partout en France durant les premiers mois de 2023. Une **contestation sociale** qui peut se manifester à nouveau à tout moment.

Pour le gouvernement, ces réformes répondent aussi à la nécessité de rééquilibrer les comptes publics, alors que la **dette** de l'Etat a franchi le cap des 3'000 Mrds EUR au premier trimestre 2023, soit 112.5% du PIB. L'enjeu est important alors que la Banque centrale européenne a sonné le glas de l'argent pas cher en rehaussant à maintes reprises ses taux directeurs pour lutter contre l'inflation ces derniers mois. Entre 2023 et 2024, la charge de la dette devrait passer de 41 à 49 Mrds EUR pour l'Etat français, pratiquement autant que les crédits accordés à ses Armées.

Les débats de la rentrée sur le **budget 2024** s'annoncent ardues alors que le gouvernement entend poursuivre ses efforts d'économies tout en prévoyant d'importants investissements dans la transition écologique du pays. Ce budget sera en effet celui du «désendettement vert», comme l'a souligné le ministre sortant du Budget, Gabriel Attal. Des économies de l'ordre de 4,8 Mrds EUR sont envisagées, contre 7 Mrds de dépenses additionnelles pour des mesures comme la rénovation thermique, l'électrification des véhicules ou l'entretien des forêts.

A la veille des vacances d'été, le Président Emmanuel Macron a rappelé les «grands chantiers prévus pour la rentrée»: l'emploi et la réindustrialisation, l'ordre républicain, la planification écologique et le budget qui lui est alloué ou encore le calendrier des réformes. Il a également identifié «quatre urgences de court terme» à savoir le pouvoir d'achat, la situation sécuritaire, l'accès aux soins et les épisodes de sécheresse. Pour mener à bien ce programme, les autorités appellent de leurs vœux une situation apaisée après des années marquées par des **crises à répétition** tant sur le plan international (pandémie, guerre en Ukraine) que national (gilets jaunes, mouvements de grèves, mobilisation contre la réforme des retraites et émeutes urbaines déclenchées par la mort d'un adolescent tué par un policier).

Sur le plan économique, le gouvernement s'attèlera à poursuivre ses réformes pour renforcer l'attractivité et la compétitivité de la France. Il entend ainsi mettre en œuvre ses décisions de **réduction des impôts** de production qui pénalisent l'industrie française face à la concurrence étrangère. Entre 2023 et 2024, près de 530'000 entreprises, en particulier dans l'industrie, devraient ainsi bénéficier de la disparition progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. Le manque à gagner pour les finances publiques, de l'ordre de 4 Mrds EUR, devrait être compensé en bonne partie par le réinvestissement des montants épargnés dans les circuits économiques.

¹ Source: IMF

Les efforts seront également poursuivis pour **attirer les investissements étrangers**. Le succès semble être au rendez-vous: lors de l'édition 2023 du sommet annuel «Choose France», qui regroupait plus de 200 dirigeants d'entreprises à Versailles le 15 mai, ce ne sont pas moins de 28 nouveaux projets d'investissements qui ont été annoncés pour une valeur de 13 Mrds EUR et 8'000 créations d'emplois.

Une préoccupation majeure des autorités, depuis de nombreuses années, est la **réindustrialisation** du pays. Avec un secteur industriel qui ne pèse plus que 12,5%² dans le PIB de la France - un pourcentage inférieur de moitié à celui enregistré en Suisse ou en Allemagne - le gouvernement s'est fixé comme objectif de relocaliser certaines filières et surtout de favoriser le développement d'industries d'avenir. Il a défini à cette fin un plan d'investissement *France 2030*, appelé à être financé à hauteur de 54 Mrds EUR sur l'ensemble de la décennie 2020.

Les problèmes d'approvisionnement amplifiés par la pandémie de Covid-19 puis par la guerre en Ukraine ont révélé une forte dépendance de l'Europe vis-à-vis des fournisseurs d'outre-mer. Dès son premier mandat, le Président Emmanuel Macron s'est efforcé de réduire cette dépendance par une approche ciblée en soutien des secteurs clés pour l'**autonomie stratégique** de l'UE et de la France.

En contact avec les grands groupes industriels, le gouvernement cherche à stimuler l'implantation sur le territoire français des *gigafactories* qui fabriqueront les voitures ou les médicaments de demain. Il s'est engagé au sein de l'UE pour un renforcement des financements via les Projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC), comprenant des initiatives d'envergure sur des technologies et produits stratégiques comme la microélectronique, les batteries, le cloud ou encore les ingrédients pharmaceutiques actifs. S'agissant de l'approvisionnement en énergie, il met à disposition des moyens considérables pour la construction de nouveaux réacteurs nucléaires et pour la production d'hydrogène.

Le gouvernement continue aussi, sur le plan des **aides à l'innovation**, à accompagner les secteurs traditionnellement forts en France comme l'automobile, l'aéronautique ou le spatial. Enfin, il cherche à promouvoir la relocalisation d'industries autrefois bien plus répandues comme le textile, l'ameublement ou les fleurs coupées. Même l'agriculture française doit batailler pour défendre ses parts de marché alors qu'un fruit et légume sur deux consommé aujourd'hui en France a été produit à l'étranger.

Mais au-delà de la politique industrielle et d'innovation, c'est sur les **conditions-cadres** pour les entreprises que le gouvernement entend poursuivre ses réformes. Là aussi, les chantiers sont nombreux: formation professionnelle, marché de l'électricité, fiscalité des entreprises, charges sociales, droit du travail...

En matière de **commerce extérieur**, la France soutient des positions en faveur d'un multilatéralisme fort et plaide pour une réforme de l'OMC. Dans l'UE, elle s'engage pour des règles visant à lutter contre une concurrence déloyale de pays n'appliquant pas les mêmes standards en termes de transparence du marché, de normes fiscales minimales, de conditions sociales et de travail, et surtout de protection de l'environnement et du climat. En ce qui concerne les accords de libre-échange négociés au niveau de l'UE, la France plaide en faveur de résultats équilibrés incluant les principes de l'Accord de Paris.

Au sein de l'UE toujours, la France s'est engagée avec succès pour l'instauration du **Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières**, de façon à soumettre les produits importés à une tarification du carbone équivalente à celle appliquée à l'industrie européenne. Dans le cadre du G7 et de l'OCDE, elle se félicite enfin de l'adoption de **seuils d'imposition minimale des multinationales** et plaide une mise en œuvre sans délai.

² Poids de l'industrie manufacturière dans le PIB en 2020, hors bâtiment et travaux publics. Source: INSEE

2 SECTEURS PRIORITAIRES, OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

Industrie pharmaceutique

Avec près de 100'000 salariés, l'industrie pharmaceutique française est un secteur important de l'économie nationale. En 2021, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 63.1 Mrds EUR, dont environ la moitié réalisé à l'étranger, avec un excédent commercial de plus de 8,7 Mrds EUR. La taille du marché, ainsi que le système de santé universel français rend le pays attractif pour les entreprises pharmaceutiques suisses. La pharma et la chimie comptent d'ailleurs pour un tiers des exportations suisses vers la France et pour 12% des importations suisses de France.

Banques et assurances

Hub financier majeur de la zone Euro, Paris continue de profiter de l'afflux de banques étrangères provoqué par le Brexit. Dernière annonce en date, la banque britannique Barclays a annoncé début août 2023 son intention de déplacer le siège de ses activités européennes de Dublin à Paris. Pas moins de 5'500 nouveaux emplois auraient été créés dans le secteur financier en région parisienne depuis le Brexit³. Les banques américaines JPMorgan, Bank of America, Goldman Sachs, Citigroup et Morgan Stanley ont beaucoup compté dans cet afflux. Elles comptent désormais près de 2'700 employés à Paris.

Paris fait valoir l'avantage de la taille de son marché, se plaçant en tête du classement des centres financiers de l'UE s'agissant de la capitalisation boursière via Euronext ou du volume d'actifs financiers sous gestion. Comme la place financière suisse, Paris s'attèle depuis plusieurs années à diversifier ses activités en mettant l'accent sur la finance durable et la FinTech. La France représente un marché important pour les établissements bancaires et les compagnies d'assurances suisses qui y sont implantés.

Infrastructures de transport

L'Accord Suisse-UE sur les marchés publics offre des opportunités intéressantes pour les entreprises suisses - équipementiers, bureaux d'ingénieurs - sur des projets d'infrastructures de transport. C'est le cas par exemple sur le Grand Paris Express, actuellement le plus grand chantier d'Europe, ou le tunnel ferroviaire sur le tracé Lyon-Turin. Des projets d'extension du réseau de TGV existent dans la partie Sud de la France sur les axes Bordeaux-Toulouse, Bordeaux-Lyon ou Montpellier-Perpignan.

Energie

Après un hiver 2022/2023 marqué par la crise énergétique, le gouvernement français s'est attelé à faire adopter deux lois: l'une pour accélérer la production d'énergies renouvelables et l'autre pour relancer la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. La première a pour objectif de rattraper le retard pris par la France en matière d'énergies renouvelables. En 2020, elle était en effet le seul pays à ne pas avoir atteint le chiffre fixé par l'UE de 23% de part de renouvelables. La nouvelle loi a comme but de faciliter l'implantation de projets et vise à atteindre d'ici à 2050 100 GW de production solaire (15 GW en 2022), 40 GW d'éolien en mer (via la construction de 50 parcs) et 40 GW d'éolien terrestre. Le premier parc éolien en mer, d'une capacité de 480 MW, a été inauguré par le Président Macron en novembre 2022 au large de St-Nazaire.

La deuxième loi, sur la relance du nucléaire, a été promulguée le 22 juin 2023. Elle facilite les procédures administratives pour accélérer la construction de nouveaux réacteurs de type EPR2 et le développement de petits réacteurs modulaires (PRM/SMR). Elle supprime l'objectif de réduction à 50% de la part du nucléaire dans le mix français à l'horizon 2035, décidé après Fukushima. Il est ainsi prévu de construire six réacteurs EPR2 d'ici 2050 et de lancer des études pour huit réacteurs additionnels. La première paire d'EPR2 doit être opérationnelle d'ici 2035 sur le site de Penly au bord de la Manche. Une autre paire sera construite sur le site de la centrale existante au Bugey, entre Lyon et Genève.

Electricité

Après une année 2022 difficile, marquée divers problèmes dans les centrales nucléaires qui fournissent au pays trois quarts de son électricité, la France a repris au 1^{er} semestre 2023 sa place de leader européen des exportations d'électricité. Durant les mois d'été, le groupe EDF profite de la baisse de

³ [Choose Paris Region](#)

consommation pour intensifier les opérations de maintenance. A fin juin 2023, 25 des 56 réacteurs du parc nucléaire français étaient ainsi à l'arrêt. Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE mise sur une disponibilité du parc nucléaire entre 40 et 45 GW au 1^{er} décembre 2023 et entre 45 et 50 GW dès janvier, ce qui représenterait une production de 5% supérieure à celle de l'hiver précédent. Combinée aux mêmes efforts d'économies que l'hiver 2022/2023, cette hausse de production devrait permettre de sécuriser l'approvisionnement.

Gaz

Du fait de la guerre en Ukraine, la France a dû réorienter sa stratégie d'approvisionnement en gaz et miser sur un influx massif de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance des Etats-Unis et de gaz naturel importé de Norvège par gazoduc. Les experts du secteur gazier français n'anticipent pas de tensions sur la disponibilité du gaz pour l'hiver 2023/24, si les efforts de sobriété de la part des industriels et des ménages se maintiennent. L'approvisionnement des réserves stratégiques va se poursuivre jusqu'à l'automne pour atteindre, en principe, les 100% en octobre 2023.

Hydrogène

La France a été l'un des premiers pays au monde à se doter d'une stratégie hydrogène en 2018. Avec une enveloppe de 9 Mrds EUR, débloquée via le plan de relance post Covid-19, le gouvernement français a l'ambition de faire de la France le leader de l'hydrogène décarboné d'ici à 2030. En 2022, l'Etat a annoncé 2,1 Mrds d'investissements pour la construction de quatre *gigafactories* d'électrolyseurs d'une capacité totale de 2 GW par an à horizon 2027. Ces infrastructures doivent non seulement permettre de répondre aux besoins français, mais aussi d'exporter vers les pays voisins. Des réflexions sont menées en parallèle pour créer un réseau d'interconnexions au niveau européen (*European Hydrogen Backbone*) financé dans le cadre des Projets importants d'intérêt européen commun.

Agriculture

La France reste en 2022 la première puissance agricole européenne avec ses 95,8 Mrds EUR de production agricole⁴. Celle-ci a fortement gagné en valeur en 2022 (+17,4%)⁵, amplifiant la reprise engagée en 2021 (+7,7%). Si elle a augmenté en valeur depuis 2019 (+24,5%), la production agricole française a en même temps diminué en volume (-2,6%). Un écart expliqué par l'inflation.

Première bénéficiaire de la Politique agricole commune (PAC), la France se verra attribuer 9,1 Mrds EUR par an jusqu'en 2027, soit 17% de l'enveloppe globale. Le dernier recensement agricole de 2020 dénombrait 496'000 exploitants agricoles pour 389'000 exploitations en France métropolitaine⁶, un chiffre en recul de 1,5% à 2% par an. Une tendance appelée à se poursuivre compte tenu du vieillissement de la population des exploitants agricoles: 43% de ces derniers sont âgés de plus de 55 ans et devraient partir en retraite d'ici 2033.

L'agroalimentaire est le premier secteur industriel français, autant en termes de stock d'investissement, de chiffre d'affaires (198 Mrds EUR) que d'emplois (437'000). La France maintient son 6e rang d'exportateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires pour une valeur totale de 69.9 Mrds EUR, avec 4,5% de part de marché et une balance commerciale excédentaire de 9,4 Mrds EUR. Une position toutefois en net recul par rapport à 2005 où la France se classait encore 3e.

La France redevient en 2022 le 2e producteur mondial de vin, derrière l'Italie et devant l'Espagne. Elle voit sa production augmenter à 45.8 Mio d'hectolitres, soit 21% de plus qu'en 2021, année de faible production⁷. La France est également le premier producteur de céréales et de viande bovine de l'UE et le deuxième producteur de lait, derrière l'Allemagne.

⁴ [Insee - Production et valeur ajoutée de l'agriculture en 2022](#)

⁵ [Insee - Compte prévisionnel de l'agriculture pour 2022](#)

⁶ [Cour des comptes - Communication à la commission des finances du Sénat](#)

⁷ [Ageste - Synthèse conjoncturelle : Viticulture](#)

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

Dans les instances internationales (G7, G20, OMC, OCDE, FMI, BRI, FSB et Banque mondiale), la France soutient des positions en faveur d'un multilatéralisme fort et du libre-échange. Lors de la 12e Conférence ministérielle de l'OMC à Genève le 17 juin 2022, elle a salué les mesures adoptées telles que la levée temporaire des brevets sur les vaccins anti-Covid, la suppression des subventions favorisant la pêche illégale ou encore la facilitation du commerce des produits agricoles pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

Accords de libre-échange

La France soutient la reprise du dialogue engagé entre l'UE et les Etats-Unis vers un «partenariat transatlantique renouvelé» avec des positions toutefois moins offensives que celles de l'Allemagne. Le Président Macron insiste sur la nécessité pour l'UE de défendre son indépendance et sa souveraineté économique. C'est le cas également vis-à-vis de la Chine, pays avec lequel il appelle de ses vœux un «rééquilibrage» de la relation économique. En 2022, la France a accusé avec la Chine un déficit commercial de 54 Mrds EUR, comptant pour un tiers du déficit globalement.

Après avoir longtemps manifesté de fortes réticences à ratifier l'accord UE-Mercosur conclu au niveau de la Commission européenne en 2019, le gouvernement français est aujourd'hui mis au défi d'assouplir ses positions face au risque de voir l'Amérique latine se tourner encore davantage vers la Chine. Une proposition de résolution, l'invitant à œuvrer à une ratification de cet accord, a été adoptée par l'Assemblée nationale le 13 juin 2023.

S'agissant de l'accord UE-Nouvelle-Zélande, signé le 9 juillet 2023, le gouvernement français salue l'inclusion dans le texte de nombreuses "clauses miroirs" conditionnant les importations au respect de normes environnementales et sanitaires applicables en Europe. Les fédérations d'éleveurs regrettent cependant que la Commission européenne n'ait pas obtenu de la Nouvelle-Zélande le renoncement à certains pesticides prohibés dans l'UE ou aux tourteaux de soja dont la culture accélère la déforestation.

Imposition des multinationales

Militant pour davantage de justice fiscale, la France s'est fortement engagée pour la réforme de l'imposition des multinationales ces dernières années. Elle s'est dite prête à supprimer sa taxe nationale sur les géants du numérique (GAFA) dès l'entrée en vigueur de la nouvelle norme de l'OCDE.

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

De par sa proximité géographique et culturelle, sa taille et son dynamisme économique, la France constitue un marché privilégié pour les entreprises suisses, autant sur le plan des échanges commerciaux que de l'implantation de filiales, comme en témoignent les données impressionnantes sur le commerce et les investissements entre les deux pays, année après année.

Les économies suisse et française présentent une complémentarité mutuellement bénéfique en matière d'innovation technologique. Nombreuses sont les start-ups - tant suisses que françaises - intéressées à développer leurs affaires dans le pays voisin au vu des avantages comparatifs des deux marchés. La Suisse se distingue ainsi par un écosystème très propice à l'innovation avec son tissu de grandes et petites entreprises travaillant étroitement avec les établissements publics d'éducation supérieure et de recherche. La France offre quant à elle des perspectives intéressantes de croissance, grâce à la taille de son marché et aux politiques d'encouragement des activités industrielles.

Les problèmes et les défis en matière d'accès au marché pour les entreprises suisses en France relèvent avant tout du cadre des accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE. Du fait de l'absence d'un accord bilatéral sur les services, le potentiel pour les prestations transfrontalières reste ainsi largement inexploité, dans le domaine bancaire ou des assurances par exemple. L'écart des niveaux de prix et de rémunérations constitue un autre facteur freinant le développement des prestations dans les deux sens.

Dialogue économique et financier

Les Secrétariats d'Etat aux Questions financières internationales (SIF) et à l'Economie (SECO) entretiennent depuis 2010 des dialogues avec le Ministère français de l'Economie et des Finances, respectivement sa Direction générale du Trésor. Les entretiens couvrent les différents thèmes d'actualité, les questions d'intérêt commun, liées par exemple aux discussions menées au G20, à l'OCDE ou à l'OMC, sur la régulation financière internationale ou le cadre applicable au commerce mondial, mais aussi sur d'éventuelles questions dans l'application des législations européenne ou nationales dans les échanges transfrontaliers de marchandises et de services. Durant l'été 2023, des accords ont pu être trouvés pour adapter à la réalité du télétravail les régimes applicables aux frontaliers en matière de fiscalité et d'assurances sociales.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Selon les statistiques du commerce mondial (2023)⁸, la France se place au 9^e rang des exportations de marchandises, avec une part au niveau global de 2.5%, tandis qu'elle se positionne à la 7^e place en ce qui concerne les importations, avec une part de 3.2%.

4.1.1 Commerce de marchandises

Les exportations françaises ont fait l'objet d'un dynamisme marqué en 2022, avec une augmentation de 18%⁹. Les importations ont connu une hausse encore plus forte de 29%. La balance commerciale s'est ainsi fortement détériorée, passant de 84.7 Mrds EUR à 164 Mrds EUR entre 2021 et 2022, une détérioration provoquée largement par l'explosion du coût de l'énergie importée. Pour le 1^{er} semestre 2023, le déficit s'élève à 54 Mrds EUR, un niveau encore largement supérieur à celui des années antérieures à la Guerre en Ukraine, quand bien même la tendance est positive du fait de la baisse de la facture énergétique et de la bonne tenue des exportations dans plusieurs branches (aéronautique, automobile, parfums et cosmétiques).

La France réalise plus de la moitié de ses flux commerciaux avec des pays européens, majoritairement limitrophes. L'Allemagne représente son premier partenaire commercial (à la fois son premier fournisseur et son premier client), devant la Belgique, les Etats-Unis, l'Italie, la Chine et l'Espagne. Au cours des dix dernières années, une lente érosion du poids des pays frontaliers s'observe. La place de l'Asie, et notamment de la Chine ne cesse de croître, surtout à l'importation où elle occupe la 2^e place. En 2022, les importations françaises de produits chinois ont atteint 78 Mrds EUR, contre 64 Mrds EUR l'année précédente, et les exportations de biens tricolores vers la Chine 24 Mrds EUR. Le premier déficit commercial de la France reste celui avec la Chine.

4.1.2 Commerce de services

En matière de services, la balance commerciale de la France enregistre en 2022 un excédent record de 50 Mrds EUR en 2022¹⁰, en hausse de près de 40% par rapport à 2021. Cette performance est due principalement au maintien à un niveau élevé des prix du fret maritime, dont ont bénéficié les armateurs. Les services fournis aux entreprises dans les domaines de la gestion, du conseil-technique et des ressources humaines ont également contribué à ce résultat exceptionnel. Après avoir été fortement fragilisés en 2020 et en 2021, les services de voyages (tourisme) ont connu un rattrapage important en 2022, enregistrant leur excédent le plus élevé depuis 2015.

4.2 Commerce bilatéral

La Suisse réalise la part du lion de ses échanges commerciaux avec la France avec les trois régions frontalières Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand-Est (45.8%), ainsi qu'avec la Région Ile-de-France (33.7%)¹¹.

⁸ [World Trade Statistical Review 2023, p.60](#)

⁹ Direction générale des douanes françaises, Annexe 3

¹⁰ Banque de France

¹¹ [Direction générale des douanes françaises - Comparaison régionale : Suisse](#)

4.2.1 Commerce de marchandises

La France est le 5^{ème} partenaire commercial de la Suisse¹² (derrière l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Italie et la Chine) avec une part au commerce extérieur suisse de 7.1% en 2022. Le commerce bilatéral a progressé de 20% par rapport à 2021.

La France représente la 5^{ème} destination des exportations suisses (5.8% du total) et le 4^{ème} pays d'origine des importations suisses (8.6% du total). Les exportations ont progressé de 31.5% sur l'ensemble de 2022. L'augmentation a été particulièrement marquée dans le secteur de la pharma, des machines et de l'horlogerie.

A l'inverse, la Suisse représente pour la France le 9^e partenaire commercial, avec une part de 3.6% des exportations et de 2.3% des importations françaises, globalement¹³.

La France a surtout importé de Suisse¹⁴ des produits pharmaceutiques et chimiques (5.39 Mrds CHF), des instruments de précision, d'horlogerie et de bijouterie (3.89 Mrds), de l'électricité (1.62 Mrd) et des produits alimentaires (1.1 Mrd). La France, quant à elle, a principalement exporté vers la Suisse de l'électricité (6 Mrds), des instruments de précision, d'horlogerie et de bijouterie (3.89 Mrds) et des produits de l'industrie pharmaceutique (2.47 Mrds). Les échanges intra-branches sont particulièrement importants.

4.2.2 Commerce de services

En termes de commerce de services, la Suisse a exporté en 2021 pour 7.8 Mrds EUR de services vers la France et en a importé pour 13.4 Mrds EUR de France¹⁵. Les services qui s'exportent, respectivement s'importent le plus, sont ceux aux entreprises et les voyages.

La Suisse est le 4^{ème} fournisseur de recettes touristiques pour la France¹⁶ derrière la Belgique, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Les résidents suisses ont dépensé 6.2 Mrds EUR en voyages en France en 2022, soit une hausse de 16% par rapport à 2019, année de référence avant la pandémie.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

La contribution des entreprises étrangères à l'économie française est majeure: pas moins de 16'800 entreprises étrangères sont établies en France, avec un effectif total de 2.2 Mio d'employés¹⁷. Les filiales de sociétés américaines en comptent le plus (512'000), devant celles d'Allemagne (325'000) et de Suisse (300'000). Dans les années à venir, les investisseurs seront attentifs à l'évolution du cadre réglementaire, notamment en matière de fiscalité et d'aide à l'innovation (crédit impôt recherche).

L'attractivité de la France auprès des investisseurs étrangers est une préoccupation majeure du Président Macron. Chaque printemps depuis cinq ans, il réunit à Versailles plusieurs centaines de dirigeants d'entreprises étrangères à l'occasion du sommet «*Choose France*». Lors de l'édition 2023, le 15 mai dernier, le gouvernement s'est félicité d'un nouveau record, avec un total de 1'725 projets d'investissement étranger enregistrés (+7% par rapport à 2021) permettant la création ou le maintien de 58'810 emplois (+31%) sur le territoire français en 2022. Les Etats-Unis sont en tête de la liste des investisseurs étrangers en France avec 280 projets devant l'Allemagne (256) et le Royaume-Uni (176). Les projets européens restent majoritaires et représentent 65% des investissements¹⁸.

5.2 Investissements bilatéraux

La Suisse était en 2022 le 3^{ème} investisseur étranger ultime en France¹⁹ (107.2 Mrds EUR) derrière les Etats-Unis (139.8 Mrds EUR) et l'Allemagne (107.3 Mrds EUR), devant le Royaume-Uni (86.6 Mrds

¹² [Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières – Rapport annuel 2022](#)

¹³ Direction générale des douanes françaises, annexe 3

¹⁴ OFS: Base de données [Swiss-Impex](#)

¹⁵ Banque de France

¹⁶ [Direction générale du Trésor](#)

¹⁷ INSEE, Entreprises sous contrôle étranger en 2019

¹⁸ Business France

¹⁹ Banque de France : Rapport annuel 2021, Stocks d'investissements directs

EUR) et l'Italie (50.8 Mrds EUR). Selon l'agence étatique de promotion économique Business France, la Suisse est même le premier pays créateur d'emplois de production dans l'Hexagone²⁰.

Plus de 1'300 entreprises suisses emploient en France quelque 300'000 personnes. Les plus importantes, en termes d'emplois, sont Nestlé, Kühne+Nagel et Adecco. En 2022, 66 nouvelles décisions d'investissement ont été prises, générant plus de 3'000 emplois.

A l'inverse, la France figure au 4^{ème} rang des investisseurs étrangers en Suisse avec une contribution à hauteur de 48,2 Mrds CH en 2021, soit près de 5% du stock d'IDE ultime²¹. Les entreprises françaises présentes en Suisse sont au nombre de 1'700 et y génèrent quelque 77'000 emplois. Les plus importantes en termes d'effectifs sont Bouygues, Vinci, Axa, Atos et Saint-Gobain²².

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

La promotion commerciale des entreprises suisses à l'export est assurée, depuis fin 2002, par le **Swiss Business Hub France (SBH)**, sous contrat de prestations de *Switzerland Global Enterprise (S-GE)*. Le SBH fournit aux entreprises suisses des prestations surtout dans trois domaines: information, conseil et marketing. Depuis février 2012, le SBH est en charge de la promotion économique de la Suisse en s'appuyant sur l'accord cadre tripartite entre les cantons, S-GE et le SECO. Ses prestations couvrent essentiellement trois domaines: information, conseil et marketing. Dans les régions, la présence commerciale est assurée par les Consulats généraux et les Consuls honoraires avec le soutien du SBH.

La **Chambre de commerce suisse en France (CCSF)**, active depuis 1918, est reconnue par les autorités françaises en tant qu'association. Un nouveau directoire a été constitué en juillet 2020 avec l'objectif de renforcer l'ancrage de la CCSF dans les régions.

Tout au long de l'année, l'**Ambassade** fait la promotion d'une Suisse innovatrice et durable, en participant à des foires ou en organisant des événements à la résidence de l'Ambassadeur. Des conférences consacrées à l'hydrogène ont ainsi eu lieu en mai 2022 et janvier 2023, permettant de mettre en contact les entreprises suisses et françaises dans ce secteur d'avenir. En octobre 2022, le SBH a organisé une rencontre entre douze sociétés suisses et les acteurs de l'industrie navale à Nantes Saint-Nazaire. Le 3 avril 2023, il a mis sur pied un événement en amont du Forum international de la cybersécurité (FIC) à Lille auquel il était présent avec un pavillon et dix entreprises suisses. La section Invest du SBH a aussi organisé, en collaboration avec la **Chambre du Commerce et de l'Industrie France Suisse (CCIFS)**, basée en Suisse, une série de roadshows destinés à présenter les conditions d'implantation en Suisse. Du 14 au 17 juin 2023, la swisstech a participé pour la 5e fois à Viva Technology, le plus évènement de la tech en Europe. Lors de cette nouvelle édition, un accent particulier a été mis sur l'écosystème suisse de l'innovation dans le domaine de la confiance digitale.

Avec le projet «En route avec la Suisse: un vélo, un ambassadeur, des rencontres²³», l'Ambassadeur de Suisse en France est parti à la rencontre des acteurs suisses de l'économie et de l'innovation présents un peu partout sur le territoire français. Treize étapes de deux à cinq jours chacune, réparties sur 2022 et 2023, ont permis de très nombreux échanges avec d'innombrables entrepreneurs et investisseurs.

Enfin, l'Ambassade a organisé en 2022 et 2023 des soirées-dégustation de vins suisses à l'intention de journalistes, importateurs, œnologues et gastronomes, en partenariat avec **Swiss Wine Promotion**.

Promotion des investissements

Pour **Switzerland Global Enterprise**, la France est devenue en 2008 un pays prioritaire s'agissant de la promotion de la place économique suisse auprès des investisseurs étrangers. De nombreuses entreprises françaises s'intéressent à la Suisse comme lieu d'implantation pour sa stabilité, la compétitivité de son économie et ses conditions-cadres favorables (*business-friendliness*, infrastructures, compétences humaines, multilinguisme, fiscalité attractive). La possibilité d'utiliser la

²⁰ Business France : [Bilan des investissements internationaux en France 2022, Fiche pays Suisse](#)

²¹ Banque nationale suisse

²² [Direction générale du Trésor](#)

²³ <https://enrouteaveclaisuisse.ch/>

Suisse comme plate-forme pour s'internationaliser vers les marchés mondiaux est aussi un argument fort. Ces facteurs, mais aussi la proximité géographique et culturelle entre la Suisse romande et les régions frontalières de la France ont engendré une forte présence d'entreprises françaises dans le secteur des technologies de l'information comme de la biotechnologie et des services. La section Invest du SBH a noté un fort intérêt en 2022 de la part d'entreprises françaises pour des projets d'implantation en Suisse avec **416 intérêts** répertoriés.

Promotion commerciale

Le SBH a obtenu **58 mandats** en 2022, dépassant l'objectif de 28 fixé en début d'année. Ces mandats sont liés à des opérations menées dans le cadre de salons ou à la recherche de partenaires et clients. Les échanges entre PME françaises et suisses sont fructueux avec une coopération traditionnellement ancrée dans les marchés de niche à haute valeur ajoutée dans l'industrie, notamment les équipements médicaux de diagnostics, la gestion de l'eau et des énergies renouvelables.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

Suisse Tourisme est présent en France avec un bureau employant dix personnes à Paris. En 2022, les Français ont effectué 1.3 Mio de nuitées hôtelières en Suisse²⁴, en hausse de 33% par rapport à 2021 encore marquée par la pandémie. La France est un marché prioritaire pour le tourisme suisse, le 2^e en Europe. La clientèle française provient principalement d'Ile-de-France, Rhône-Alpes et Alsace. L'Arc lémanique et le Valais sont les destinations les plus prisées des voyageurs français, les lignes de TGV assurant des liaisons rapides et commodes.

La Suisse est attractive pour les jeunes français qui souhaitent poursuivre leur **formation** à l'étranger. Durant l'année académique 2022-2023, 9'200 étudiants français étaient inscrits dans des universités suisses, principalement dans les cantons romands, soit 16.4% de tous les étudiants étrangers en Suisse, en 2^e position après ceux d'Allemagne (21.2%).²⁵

La France figure dans le top 5 des pays partenaires de la Suisse en termes de collaborations de **recherche**. Le gouvernement français mène une politique volontariste en matière de recherche dont les priorités sont transcrites dans la Stratégie nationale de recherche (SNR). L'Etat français dépense annuellement quelque 50 Mrds EUR, soit 2,2% du PIB, pour la recherche et le développement.

Un fort potentiel de coopération existe enfin en matière d'**innovation**, en particulier dans les régions frontalières, parmi les plus dynamiques du pays sur le plan industriel. L'innovation est au cœur des préoccupations du Président Macron et de sa vision de faire de la France une *Startup Nation*. Avec succès, puisque la France est passé de la 21^e à la 12^e place du *Global Innovation Index* entre 2014 à 2022

²⁴ OFS

²⁵ OFS

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie de la France

	2016	2022
Répartition du PIB*		
Secteur primaire	1.6%	2.1%
Secteur manufacturier**	19.5%	18.8%
Services	78.9%	79.1%
– dont services publics***	56.7%	58.1%

Répartition de l'emploi****		
Secteur primaire	0.9%	1.2%
Secteur manufacturier et BTP**	18.1%	18%
Services	80.0%	80.8%
– dont services publics	21.3%	22.2%

Sources :

* INSEE - [Valeur ajoutée par branche : Données annuelles de 1949 à 2022](#)

** Secteur du bâtiment et des travaux publics, comptant pour un tiers environ de ce pourcentage

*** [Eurostat \(Dépenses totales des administrations publiques\)](#)

**** INSEE (Emploi, chômage, revenus du travail – Edition 2023)

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2022	Proj. 2023	Proj. 2024
PIB (USD Mrd)*	2'784	2'923	3'018
PIB/habitant (USD)*	42'409	44'408	45'729
Taux de croissance (% du PIB)*	2.6	0.7	1.3
Taux d'inflation (%)*	5.9	5	2.5
Taux de chômage (%)*	7.3	7.4	7.3
Solde budgétaire (% du PIB)*	-4.85	-5.32	-4.81
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-1.71	-1.23	-0.70
Dettes extérieures totales (% du PIB)*	111.1	111.4	112.4
Service de la dette (% des exportations)**	-	-	-
Réserves (mois d'importations)**	2	-	-

* Source: [FMI, World Economic Outlook April 2023](#)

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte - Année 2022

Rang	Pays	Exportations <i>par le pays hôte</i> (millions EUR)	Part	Var. p.r. à 2021	Rang	Pays	Importations <i>par le pays hôte</i> (millions EUR)	Part	Var. p.r. à 2021
1	Allemagne	80'627	13.8	15.1	1	Allemagne	92'830	12	13.6
2	Italie	54'420	9.3	39	2	Chine	78'188	10.1	21.4
3	Etats-Unis	48'052	8.2	32.7	3	Belgique	68'473	8.9	47.6
4	Belgique	45'692	7.8	23	4	Etats-Unis	61'372	7.9	80.3
5	Espagne	44'606	7.6	20	5	Espagne	52'970	6.9	25.6
6	Royaume-Uni	34'292	5.9	17.7	6	Italie	52'906	6.8	14.6
7	Chine	24'094	4.1	-1.3	7	Pays-Bas	32'376	4.2	16
8	Pays-Bas	24'447	4.2	23.3	8	Royaume-Uni	28'743	3.7	32.3
9	Suisse	21'032	3.6	21.2	9	Suisse	17'890	2.3	21.6
10	Pologne	13'826	2.4	15.4	10	Pologne	15'804	2	16.3
	UE	325'663	55.7	21.9		UE	387'960	50.2	20.4
	Total	584'969	100	19.5		Total	773'659	100	29.5

Perspective selon le pays hôte - Données comprenant le commerce d'énergie, mais pas des armes

Source: [Douanes françaises - Données pays selon la nomenclature agrégée - Données brutes estimées \(mai 2023\)](#)

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Total (en Mio.)	Balance CH (en Mio.)
2019	14'312	-5.9	15'114	- 6.8	29'426	-802
2020	11'829	-17.4	12'796	-15.3	24'625	-968
2021	14'937	+26.3	15'319	+19.7	30'255	-381
2022	16'069	+7.6	20'145	+31.5	36'214	-4'076

Exportations - Principales catégories de marchandises	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Produits chimiques et pharmaceutiques	40	33
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	24	24
3. Machine, appareils, électronique	10	10
4. Produits agricoles	8	8

Importations- Principales catégories de marchandises	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Produits chimiques et pharmaceutiques	14	12
2. Instrument de précision, horlogerie et bijouterie	22	19
3. Produits agricoles	12	10
4. Machines, appareils, électronique	8	7

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières, plateforme Swiss-Impex

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte en 2022

Rang	Pays	Investissements ultimes (en Mio EUR)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (en Mio EUR)
1	États-Unis	139'832	18,4%	+12,9%	969
2	Allemagne	107'301	14%	+15%	11'872
3	Suisse	107'174	14%	+1,9%	-5'370
4	Royaume-Uni	86'622	11,4%	+1,7%	5'239
5	Italie	50'762	6,7%	+17,5%	1'112
6	Luxembourg	49'228	6,5%	+22,2%	10'865
7	Belgique	46'934	6,2%	+3,2%	2'624
8	Espagne	26'406	3,5%	+23,6%	1'746
9	Pays-Bas	21'376	2,8%	+53%	3'569
10	Japon	17'757	2,3%	+13,1%	601
	Total	762'705	100%		34'579

Source: [Banque de France](#)